

# La production des données statistiques, ressort de la résilience, de l'inclusivité et de la performance du système éducatif à travers le cas de la Circonscription d'Éducation de Base (CEB) de Houndé 2

**Sitlè Pascal José SANOU**

*Doctorant en sociologie*

*Université Joseph KI-ZERBO, Ouagadougou, Burkina Faso*

*pascal\_sanou@yahoo.fr*

*Tél. (00226) 74 68 41 45/70732797*

**Issa OUATTARA**

*Assistant en socio anthropologie Université de Magan*

*Norbert ZONGO de Koudougou.*

## Résumé

*Le Burkina Faso a hérité de l'école coloniale. A l'avènement de la souveraineté nationale en août 1960, le pays a opéré la démocratisation de son système éducatif tout en lui fixant des objectifs et des finalités à atteindre. Cette politique a été développée sans toutefois accorder une place de choix aux conditions de production et d'analyse des données statistiques. Elle n'a pas non plus amélioré le système d'archivage dans tous les ordres d'enseignement, toute chose qui constitue un handicap majeur dans l'élaboration des données. Dans cette perspective découle la question de recherche suivante : Comment rendre les politiques éducatives plus efficaces pour une atteinte des objectifs de production et d'analyse des données à Houndé 2? La réponse à cette question se fait dans un contexte sécuritaire et humanitaire complexe où l'Etat et ses partenaires de tous ordres développent des stratégies de résilience du système éducatif pour assurer la continuité éducative des élèves déscolarisés. Au terme de la loi 013-2007/AN du 31 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation, il s'agit d'analyser la gratuité consacrée et l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans et l'inclusivité de l'école qui y est prônée. Alors il convient d'appréhender cette politique au travers de certains indicateurs de performance. En outre, des entretiens semi-directifs permettent de mettre en relief des pans non découverts des politiques par le truchement de la production et de l'analyse des données sur les différentes composantes du système éducatif en général au Burkina Faso et en particulier dans le CEB de Houndé 1. Des informations très intéressantes ont été découvertes, ce qui va permettre des réajustements institutionnels vers la qualité des données éducatives.*

*Mots-clés : politiques éducatives, système éducatif, Burkina Faso, qualité, données.*

## Abstract

*Burkina Faso inherited the colonial school. With the advent of national sovereignty in August 1960, the country succeeded in democratizing its education system while setting objectives and goals to achieve. This policy was developed without, however, giving pride of place to the conditions of production and analysis of statistical data. Nor has it improved the archiving system in all levels of education, everything has chosen, which constitutes a major handicap in the processing of data. And the following research question arises: How to make educational policies more effective to achieve the objectives of data production and analysis in Houndé 2? In order to answer this question, it is necessary to understand the complex security and humanitarian context and despite this, the State and its partners have developed strategies for the resilience of the education system to ensure the educational continuity of out-of-school students, teachers and administrative staff. forced into unemployment. At the end of law 013-2007/AN of July 31, 2007 on the orientation law of education, it is a question of analyzing the consecrated free and compulsory schooling up to the age of 16 and the inclusiveness of the advocated school. In addition, the country produced massification results noted while it is necessary to understand this policy through certain performance indicators. In addition, semi-structured interviews make it possible to highlight undiscovered aspects of policies through the production and analysis of educational data. Very interesting information has been discovered, which will allow institutional readjustments towards the quality of educational data.*

*Keywords: educational policies, education system, Burkina Faso, quality, data.*

## Introduction

Les données statistiques constituent un substratum sur lequel repose un bon pilotage et une gestion efficiente du système d'éducatif. Un diagnostic du système se base sur des indicateurs, calculés à partir des données collectées. Au Burkina Faso, les politiques en la matière ont été élaborées en faveur du système d'éducation sans toutefois créer les conditions nécessaires et suffisantes de production des données éducatives. Toute chose qui rend l'exploitation de ces données difficiles. A ces difficultés, viennent toutefois se greffer la gestion des effets induits par le phénomène terroriste et de ses implications connexes. Les plans de réponse développés par l'Etat et les partenaires de tous ordres ont permis de rendre l'école burkinabè aussi résiliente.

Dans le même ordre d'idées, la communauté éducative dans son ensemble a consenti d'énormes efforts pour n'exclure aucun enfant en âge scolarisable à cause des handicaps auxquels ils sont confrontés,

etc. Ainsi, cadre légal national et international dispose normalement d'une protection de l'enfance notamment de la loi 013-2007/AN du 31 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation et de la convention internationale relative aux droits de l'enfant adoptée le 20 novembre 1989 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et aussi des Objectifs du Développement Durable (ODD, 2015). Tout ce large éventail de dispositions diversifiées vise à protéger tous les enfants vivants ou non avec un handicap et leur garantir une intégration des apprenants marginalisés au travers une inclusion scolaire de tous et, sans exclusive aucune.

Après cette offre scolaire de grands effectifs d'élèves dans les classes poursuivant l'atteinte des objectifs de Jomtien en 1990 et surtout ceux de Dakar en 2000, dès lors, le quantitatif a semblé prendre le dessus sur le qualitatif au sein du système éducatif burkinabè (Soré, 2015). Nonobstant la production et l'utilisation de statistiques, la question de la qualité des acquis scolaires et des enseignements dispensés s'est posée avec acuité. Ces données produites n'ont pas pu servir aux gouvernants à promouvoir une école performante capable de répondre aux attentes de plus en plus exigeantes des populations qui en ont recours en y amenant leurs enfants.

Dans le cadre de cette préoccupation générale, tour à tour, nous allons découvrir la démarche méthodologique qui a été utilisée pour la collecte des informations relatives au sujet traité ; de comprendre l'évolution du système éducatif ; de cerner les conditions de production des données éducatives et les difficultés subséquentes ; d'analyser la résilience ayant trait au contexte sécuritaire ; d'expliquer les tentatives conduisant à l'école inclusive et enfin les performances obtenues au travers des résultats scolaires assorties de propositions d'amélioration de production et d'utilisation de données éducatives.

## **I. Démarche méthodologique et évolution du système éducatif au Burkina Faso**

La démarche méthodologique dévoile les outils et techniques utilisés pour mener cette étude. De même, il s'agit au travers son évolution, de décrypter le système éducatif du Burkina Faso.

## A- Démarche méthodologique

Tout travail scientifique nécessite une méthode de recherche. Cela permet au lecteur de comprendre comment l'enchaînement logique a donné tel résultat. Il importe aussi pour le chercheur de préciser celle dont il s'agit dans la mesure où « le mot méthode n'est pas univoque en science (GRAWITZ, 1986). On peut vouloir l'éviter, mais on ne peut pas l'ignorer (GAUTHIER, 1992). Pour l'auteur, son emploi s'accompagne habituellement d'un adjectif qui spécifie de quelle méthode il est question. Pour cette étude, nous avons opté pour la méthode qualitative. C'est ainsi que des entretiens semi-directifs ont été administrés aux différents acteurs détenteurs des informations qui permettent de cerner davantage certains contours du sujet de notre travail de recherche. Comme zone d'étude, nos investigations se sont effectuées dans la Circonscription d'Education de Base (CEB) de Houndé 2 dans la province du Tuy au Burkina Faso. Le Tuy est l'une des quarante-cinq (45) provinces du pays située dans la région administrative des Hauts-Bassins. Et cette CEB a vu le jour en 2004 et compte de nos jours cinquante-sept (57) écoles primaires dont cinquante-deux (52) écoles publiques et cinq (05) écoles privées classique

Au total, vingt-quatre (24) entretiens ont été réalisés auprès du personnel administratif de la CEB, des directeurs d'écoles, des responsables de l'éducation au niveau déconcentré. Ces derniers ont été choisis en fonction de leur position, de leur ancienneté et du potentiel informationnel dont ils ont fait montre. La gent féminine n'a pas été oubliée en ce sens que neuf (09) d'entre elles ont aussi été auditionnées sur l'ensemble de l'échantillon de notre étude supposé représentatif.

## B- Evolution du système éducatif au Burkina Faso

Au Burkina Faso comme ailleurs en Afrique du Sahara, le système éducatif, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est une imposition de l'extérieur venue des bagages du colon. Toutes les sociétés avaient leur système éducatif comme moyen de transmission de leurs valeurs culturelles.

Depuis l'aube de la colonisation, la culture occidentale a à la fois bouleversé et fasciné par ses performances, entraînant chez les noirs une transformation des habitudes et leur mode de vie. Ce changement touche tous les domaines, et l'éducation n'a pas échappé à ces mutations sociales.

Deux périodes marquent le cours du système éducatif burkinabè : la période coloniale et celle d'après les indépendances.

La première est marquée par la volonté du colonisateur à faire du système éducatif un moyen de servitude de l'administration coloniale Ouedraogo (2007) et Sanou (2003).

La mission de « formatage » assignée à l'école coloniale vient du fait que celle-ci devait non seulement permettre de satisfaire les besoins de la métropole et favoriser l'apprentissage de la langue française et la formation des auxiliaires coloniaux : interprètes, agents civils, sous-officiers, fonctionnaires, etc. Ouedraogo (2007).

Dans le même ordre d'idée, Sanou (2003) souligne qu'à cette période, l'éducation visait « *deux buts pratiques : permettre la sélection des auxiliaires et collaborateurs locaux pour l'administration du territoire et de la gestion des entreprises et maisons de commerces coloniales* ».

Il est donc question d'utiliser l'école pour « fabriquer » un individu prêt à accepter sans discuter, la logique de la domination coloniale SORE (2014).

En somme, pour MARTIN (1983), l'idéologie de domination a guidé la politique éducative du temps colonial au Burkina Faso et de façon générale en Afrique. Le projet de l'école coloniale consistait à la prise en main d'un marché potentiel qui nécessitait, avant toute possibilité d'exploitation la conquête militaire des territoires visés mais aussi la conquête spirituelle (par les missionnaires) et morale (par l'école) des populations afin d'assurer une complète domination.

Après les indépendances, les politiques éducatives postindépendance traduisent une volonté de rupture avec celle de la période coloniale. Cette rupture se perçoit à deux niveaux. Le premier se situe dans le contenu des enseignements, où les nouvelles autorités décident de l'abandon des programmes basés sur des faits et des réalités de la

France au profit d'un type d'enseignement inspiré du contexte africain et voltaïque. Pour KOBIANE et al (2003), cette révision des programmes scolaires entamée en 1962 par les autorités répondait au « *souci d'adapter le contenu de l'école aux réalités historiques, géographiques et culturelles du pays* ». Cette démarche peut être considérée comme la réponse à l'appel à la décolonisation de l'enseignement, lancé par des intellectuels, notamment Joseph KIZERBO et Abdou Moumini (SORE, 2014). Le second aspect de rupture est l'option de la démocratisation de l'école. LANGE (1991) cité par SORE (2014). En 1960, le taux brut de scolarisation était de 6,5 % (pour les 7-14 ans). Au lendemain de l'indépendance, le Burkina Faso va s'engager dans l'atteinte d'une scolarisation universelle à l'horizon 1980 telle qu'arrêtée lors de la Conférence des Ministres des Etats africains tenue à Addis-Abeba en 1961. Ainsi, le TBS passe de 6,5% en 1960 à 11% en 1970 et de 15,8 % seulement en 1980 (KOBIANE et al,2003). Ce rendez-vous manqué pour une scolarisation universelle, conduit le pays à adhérer aux objectifs de l'Education Pour Tous (EPT), adoptés en mars 1990 à Jomtien en Thaïlande, par la conférence mondiale de l'éducation pour tous. Il a aussi adhéré aux Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en 2000 par l'Organisation des Nations Unies et à l'Initiative de Mise en Œuvre Accélérée en faveur de l'Education Pour Tous.

Après sept années de mise en œuvre, il a été constaté que les OMD sont loin d'être atteints. En 2007, le TBS n'est que de 67% au primaire, 21,8% au post-primaire et 5% au secondaire.

Il s'est posé donc la nécessité d'identifier les facteurs ne favorisant pas l'atteinte de cet objectif. C'est ainsi que, les résultats de l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages de 2009-2010 relèvent que 43,9% des Burkinabè vivaient en dessous du seuil de pauvreté estimé à 108.454 francs CFA contre 46,6% en 2003. Il ressort également qu'une proportion non négligeable des dépenses des ménages est destinée à l'éducation de leurs enfants. Les dépenses des familles ont été estimées à 43,5 milliards de francs CFA soit 33% des dépenses courantes totales (publiques et privées soit 134,3 milliards de francs CFA) en 2006.

La dépense unitaire moyenne des familles va ainsi de 9.971 francs CFA au primaire à 119.079 francs CFA au niveau de l'enseignement technique, et varie selon les critères socioéconomiques.

KABORE (2008) affirme que le faible revenu des parents d'élèves conjugué aux coûts très élevés de la scolarité constituent un facteur majeur de la déperdition scolaire.

Pour COMPAORE et al. (2006) : « l'arrêt de la scolarité dans les deux tiers des cas (65,1) relevé de la décision des parents et pour un peu plus du quart (26,6) des apprenants eux-mêmes ; un peu moins d'un apprenant sur dix (8,4) déclare avoir été renvoyé de l'Ecole ». C'est pourquoi, la loi d'orientation de l'éducation de 2007 a consacré la gratuité de l'enseignement de base dans le but de contribuer véritablement à lever les obstacles qui empêchent la scolarisation des enfants. La mise en œuvre de cette gratuité a commencé au niveau du primaire et s'étend aujourd'hui à tous les niveaux de l'enseignement de base.

Cette politique taxée de « massification » (SORE, 2015) va améliorer le TBS qui passe de 67% en 2007 à 88,8% en 2019 (MENAPL, 2019). Le Burkina Faso n'aura pas le temps de se féliciter des résultats atteints avec les incursions terroristes qui mettent l'éducation en péril (UNICEF, 2019).

Alors que le phénomène du terrorisme était observé au Sahel et au nord, la ville de Houndé a connu ses premières attaques terroristes dans la nuit du 22 Août 2022. Le service de la gendarmerie a été la cible de cette première attaque avant de s'étendre les jours suivant à certaines écoles de la province. Pour une meilleure résilience de l'école, les choix politiques doivent être guidées par des données statistiques.

## **II. Conditions et difficultés de production des données statistiques**

La découverte des conditions de production des données éducatives permet de situer et de percevoir l'énormité des difficultés rencontrées à l'occasion de la collecte de ces données sur le terrain ; toute chose qui interpelle le département ministériel en charge de l'Education nationale.

## A. Conditions de production des données statistiques

Segda et al. (2018) estiment que « *Les données sont au cœur du pilotage et de la gestion des systèmes d'éducation et de formation dans tous les pays. Sans une planification appropriée basée sur des données de qualité, on verra énormément de gaspillage de ressources et d'efforts* ».

Les données statistiques de la CEB sont produites sur la base d'un canevas conçu par la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS). C'est un document non modifiable qui renseigne sur les infrastructures éducatives pour un suivi de la carte éducative. Il fournit également des informations sur le personnel enseignant et les élèves.

Depuis la création de la CEB en 2004, la production des données se faisait de façon manuelle sur du support papier. Selon les enquêtés, la numérisation est très récente, elle date de l'année 2010. Il faut noter que cette innovation relève d'une initiative personnelle des agents du service. « *Je travaille avec mon propre ordinateur depuis 2010. Avec l'arrivée du nouveau Cceb en 2022, on m'a promis un ordinateur de bureau* ».

L'intangibilité du canevas ne permet pas au service de la planification d'analyser en profondeur les données fournies par les écoles.

Au regard des conditions de production des données statistiques, il apparaît que diverses difficultés surgissent. Celles-ci caractérisent les obstacles recensés dans l'univers scolaire au Burkina Faso en général et en particulier dans la circonscription administrative de la province du Tuy.

## B. Les difficultés liées à la production des données statistiques

Les difficultés rencontrées dans le processus de production de données statistiques, plombent la qualité de la production de celles-ci. Au nombre de ces difficultés il ressort :



**- le manque de collaboration entre le service de l'Etat Civil de la mairie et la CEB**

Le service de l'Etat Civil de la mairie de Houndé ne met pas à la disposition des CEB les données démographiques du fait d'une absence de texte encadrant ces rapports inter-service. Cette inaccessibilité des CEB aux dites données handicape la production des différents indicateurs (les indicateurs d'accès, de couvertures, d'efficacité)

**- La non prise en compte des données statistiques par les politiques publiques.**

En principe, les données statistiques constituent un guide pour une prise de décision. Elles orientent les décideurs dans le choix des investissements. L'étude révèle que les données statistiques n'occupent pas une place de choix dans les prises de décision sur le plan politique. Un enquêté s'est exprimé en ces termes « *nous voyons souvent des infrastructures se réalisées dont le besoin n'a pas été exprimé par le service de la planification* ».

Nous avons constaté que la CEB ne possède pas un service d'archivage, toute chose qui ne favorise pas l'exploitation des données statistiques.

**- Le non dynamisme de certains directeurs d'écoles**

Selon des enquêtés, certains directeurs d'écoles ne transmettent pas les informations dans les délais. Il arrive même que d'autres ne fassent pas un retour d'information du fait d'un manque de personnel qualifié pour le renseignement des outils de collecte de données. Cette situation biaise les données produites par les acteurs à la base.

**- Le manque de matériel de production des données statistiques**

Le service de la planification n'est pas doté en matériel informatique. Au niveau de la CEB, aucun des enquêtés ne reconnaît avoir reçu un ordinateur de l'Etat. Pourtant, avec l'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC), la numérisation occupe une place de choix dans la collecte et la production des données. A ces difficultés, s'ajoute le problème de matériels roulant afin de procéder à des contrôles inopinés.

### - **Le manque de formation des acteurs.**

Les difficultés de remplissage des outils de collecte des données se posent à tous les niveaux de la chaîne. L'Etat n'offre pas un cadre de formation aux acteurs. Tous les enquêtés affirment n'avoir jamais bénéficié d'une formation de la part de l'Etat quant au traitement des données statistiques. L'exercice du travail, repose sur l'auto formation et le partage d'expérience entre les agents des services de la planification.

Cette étude permet de cerner les conditions dans lesquelles les données sont produites sur le terrain et compilées à la Direction des Archives et de la Documentation (DAD) du ministère en charge de l'Education nationale et de la promotion des langues nationales et aussi les difficultés inhérentes à cette production. De ce constat, il est apparu opportun de s'appesantir sur leurs effets en termes de résilience, d'inclusivité et surtout des performances enregistrées par le truchement des résultats scolaire

Cet aperçu des difficultés inhérentes à la production de données relatives à l'école au Burkina Faso, nous plonge dans les nombreux défis à relever afin d'améliorer les résultats scolaires ; lesquels défis sont entre autres la résilience, l'inclusivité et les performances

### **III. La résilience, l'inclusivité et les performances du système éducatif burkinabè**

Pour comprendre davantage l'importance de la production des données dans l'institution scolaire, il est nécessaire voire indispensable d'analyser les différentes facettes de cette production.

#### **A. La résilience liée à la situation sécuritaire**

Les initiatives de résilience s'inscrivent en grande partie dans la Stratégie nationale de Scolarisation des Elèves des Zones à Forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS) 2019-2024. Cette stratégie s'appuie sur :

- la loi 013-2007 portant loi d'orientation de l'éducation ;
- le plan national de développement économique et social (PNDS),
- les documents de politiques sectoriels (PSEF 2017-2030, PDSEB2012-2021),

- le programme présidentiel,
- les budgets programmes.

Cette politique a été développée par le MENAPLN et s'est donnée pour ambition d'assurer à l'horizon 2024, une éducation équitable, inclusive et de qualité aux apprenants. Dans ses actions, elle encourage la communauté locale à :

- Renforcer les initiatives de prise en charge des enfants en situation de handicap (ESH) et accélérer la scolarisation et le maintien des filles
- Créer les conditions de regroupement des élèves affectés pour la poursuite des apprentissages surtout ceux en classe d'examen dans les zones sûres.

S'inscrivant dans cette logique, la CEB a intégré dans les écoles de son ressort territorial les élèves affectés par le phénomène terroriste. En ce qui concerne les élèves, en classe d'examen des écoles hors de la ville réouvertes et ayant achevé l'année scolaire, ils ont été regroupés dans la ville pour la composition des épreuves. *« Au début, on disait qu'il y'aurait des Etablissements Temporaires d'Apprentissage. Comme ça n'a pas fonctionné, nous avons regroupé les élèves des classes d'examen en ville pour la composition des épreuves ».*

La résilience de l'école a été le résultat des sessions de formations sur l'approche « Safe School » organisées par l'Etat et ses partenaires. Cette approche Safe school s'inscrit dans la dimension « école sans danger, protégée et conviviale » de l'Ecole de Qualité Amie des Enfants (EQAmE) adoptée par le Burkina Faso depuis l'année 2010 et mise en œuvre en 2011(Rouamba, 2021).

Pour Ouedraogo (2019), « l'approche « safe school » vise à préparer les enseignants qui travaillent dans un contexte d'insécurité à engager leurs élèves à cartographier la vulnérabilité de leur propre école et à élaborer des plans de préparations/réponses. C'est aussi une opportunité d'impliquer la communauté sur les questions de sécurité scolaire en utilisant leurs propres ressources et capacités pour renforcer la résilience des écoles et des personnes qui fréquentent contre d'éventuels dangers ». Sur cette base, le village de Dankari a été sensibilisé pour constituer une équipe d'éveil contre les incursions terroristes. A la faveur de ses actions, l'école de Dankari qui était

fermée, a réouvert ses portes au deuxième trimestre de l'année scolaire 2022-2023, contribuant ainsi à la reprise des activités pédagogiques. Après avoir porté un regard sur la résilience à l'école, les lignes qui suivent se penchent sur la problématique de l'inclusivité dans l'environnement scolaire au sein de notre zone d'étude.

## B. L'Inclusivité

Pour assurer une inclusivité des personnes vivant avec un handicap, la CEB a procédé à leurs dotations en kits scolaires afin de réduire les charges de leurs ménages liées à la scolarisation.

L'Etat en collaboration avec les partenaires techniques et financiers (PTF) octroient aux élèves vulnérables des vivres et autres commodités pour l'accompagnement scolaire. Ces apports sont de nature à soulager les familles concernées et contribuent à motiver les enfants de ces familles à aller à l'école. Pour illustrer cet état de fait, un directeur d'école interrogé rassure en ces termes : (selon les règles de la norme APA 2019)

*Ces mesures d'accompagnement des élèves sont très salvatrices car elles procurent un enthousiasme chez les enfants atteints d'un handicap quel qu'il soit à surmonter leur état de vulnérabilité. Le plus souvent ils font de brillantes performances dans les résultats scolaires. Cela signifie aisément qu'avec un minimum de conditions remplies, les élèves dits vulnérables peuvent avoir un excellent parcours à l'école tout comme les autres camarades dits non vulnérables.*

A l'examen de ces propos recueillis, la vulnérabilité liée à un handicap ne doit toutefois pas être perçue comme une fin en soi ou un blocage évident si la mobilisation d'un peu de ressources s'opère pour accompagner la volonté souvent affichée des élèves et de leurs enseignants à combattre l'illettrisme (Rouamba, 2021). Alors, pourvoir inclure tous les enfants sans exclusive au sein du système éducatif, requiert un minimum de moyens divers et surtout de la volonté politique comme le soutiennent Soré (2014) et Héma (2022). Ce qui montre en d'autres termes que la vulnérabilité n'est pas une fatalité à conduire vers l'exclusion scolaire à cause d'un quelconque handicap.

Quant aux élèves malvoyants, ils sont regroupés à l'école des malvoyants à Lokihoun au secteur 04 pour l'apprentissage du braille. Après la maîtrise de cet outil, ils sont ensuite insérés dans les écoles classiques. Le constat qui en résulte dans la majorité des cas est que les premiers pas à l'école dite normale sont parfois assez difficiles. Un enseignant certifié et expérimenté témoigne :

*« A ce niveau, la présence et l'encouragement du maître de classe sont très importants pour soutenir durablement un enfant en situation de handicap à poursuivre les cours dispensés. Cette étape primordiale du jeu du maître auprès de son élève pose les bases de la suite de son parcours scolaire. De nombreux enseignants en sont de plus en plus conscients et consentissent d'énormes efforts pour traverser au mieux cette ultime période. Après quoi, l'élève acquiert les fondamentaux indispensables à pouvoir suivre de façon quasi normale les enseignements d'avec les camarades supposés sans handicap. C'est la croix et la bannière pour certains de nos collègues. »*

L'interprétation qui peut être réalisée sur ce discours est que l'inclusivité de tous est atteignable avec l'accompagnement des politiques en matière d'éducation et surtout du don de soi des enseignants pour garantir la réussite scolaire (Héma, 2022).

Tout en posant les jalons pour une inclusion scolaire élargie à tous les enfants sans distinction aucune, les données éducatives collectées permettent de prévoir la qualité des performances au sein de l'institution scolaire burkinabè dans toute sa plénitude.

### C. Les performances : résultats

**Tableau 01** : répartition par sexe et par taux d'admission des élèves ayant participé à l'examen du CEP session de 2023

Elèves	Filles	Garçons	Total
<b>Effectifs</b>	679	575	1254
<b>Admis</b>	369	360	729
<b>Taux en %</b>	54,34 %	62,61 %	58,13 %

Source : Enquête-terrain, juillet 2023

A la lecture de ce tableau, le nombre d'élèves de sexe féminin est plus élevé que celui des garçons à l'intérieur de la même CEB. Par contre, les résultats scolaires enregistrés à l'examen du CEP chez les garçons sont beaucoup plus reluisants que ceux constatés chez les filles à la même période. Ce constat laisse voir une tendance masculine du succès à dans la zone d'investigation choisie. Au regard de ces inégalités de chance entre les sexes, ce qui tarade tout de suite les esprits, ce sont les causes réelles qui expliquent ce déséquilibre entre les filles et les garçons en termes de performances à l'école dans notre milieu d'étude retenu.

Bien que la phobie d'envoyer les enfants à l'école est de plus en plus derrière nous tant en milieu urbain qu'en milieu rural (Héma, 2019), les effets des pesanteurs socioculturelles restent présents dans l'environnement de l'école dans notre site d'investigation, renchérit cet encadreur pédagogique de sexe féminin avec ses propos : *« Les filles sont traitées différemment dans notre zone ici. En ce sens que la préférence des parents porte sur le garçon sur lequel ils sont prêts à toutes sortes d'investissements au détriment des filles prédestinées au mariage souvent de façon précoce ». Cette perception du sexe féminin est alimentée par les alliances et coutumes de la localité qui préparent la jeune fille au futur ménage. Ainsi, les relations intracommunautaires se fondent sur le jeu d'échanges de filles en mariage afin de consolider les liens entre les familles parfois alliées. Par conséquent, la fille joue un rôle primordial qui vivifie les logiques sociales au sein des communautés de base. »* En analysant les propos de cette dame, c'est toute la socio-anthropologie du milieu qui est invoquée dans la répartition des rôles par sexe, par tranche d'âge. Au-delà de cette approche socio-anthropologique, ce sont les barrières sociales qui sont mises à rudes épreuves par le truchement de la volonté affichée d'empêcher la jeune fille d'avoir le même parcours que le garçon vis-à-vis du système éducatif burkinabè, ceci lorsque le choix à opérer s'impose aux parents d'élèves. (Héma, 2019)

Au niveau du cycle primaire, tout comme l'a reconnu Soré (2015), les performances scolaires n'intéressent pas assez les parents d'élèves car ils inscrivent leurs enfants à l'école en leur assurant le minimum de fournitures pour y aller et leur rôle s'arrête là comme une sorte de « démission parentale » dans le contrôle, le suivi et l'accompagnement de leurs propres enfants dans le cadre de leurs activités en rapport avec

l'école Il en est de même chez les enseignants qui ne sont pas du tout motivés en justifiant leur salaire par un engagement minimaliste, cette pratique de désintérêt n'est pas de nature à créer les conditions idoines de performances à l'école. Et pour enfoncer davantage le clou, à domicile, les élèves ne révisent pas leurs leçons et encore moins ne font leurs exercices, ces comportements ne sont pas en faveur du prolongement des activités scolaires à la maison ; ce qui ne garantit nullement des résultats probants à l'école. Par conséquent, Héma (2022) montre que la relation élèves-maître n'est pas conviviale ; la pratique de direction de l'école ne semble pas bien conduite ; et, l'implication des parents d'élèves aux activités scolaires défaille. Selon la thèse de Héma en 2022, ce sont les trois (03) entorses majeures qui entravent l'atteinte de la qualité des apprentissages et/ou des enseignements dans le système scolaire burkinabè. Ces dysfonctionnements constatés çà et là ont aussi des conséquences sous-jacentes sur la qualité de la production des données sur l'univers éducatif du Burkina Faso. De fait, la problématique des performances à l'école reste entière.

Malgré l'existence du phénomène terroriste dans la commune de Houndé, les résultats à l'examen du CEP de la CEB de Houndé 2 n'ont pas sombré. Sur un total de 1254 élèves, elle a enregistré 729 admis, soit un taux de réussite de 58,13% en 2023. Les performances du système éducatif, s'appréhendent dans la dynamique des indicateurs, favorisés par l'effet des politiques éducatives mises en place pour endiguer les disparités. Force est de constater que les politiques publiques en matière d'éducation sont bien élaborées théoriquement mais restent souvent faibles dans leurs application (Soré, 2015). En somme, la faiblesse dans les applications des politiques éducatives est un corolaire non moins important et par ricochet, dans la production de données fiables et de performances scolaires dans notre zone d'investigation

## **Conclusion**

En définitive, la colonisation a la peau « dure » en ce sens que les pays africains tels le Burkina Faso qui ont eu leur souveraineté nationale depuis 1960, pour leur grande majorité, peinent à se départir de cet héritage. C'est ainsi que d'énormes réformes ont été entreprises et

opérées, nonobstant tous ces efforts de l'Etat accompagné par ses partenaires techniques et financiers, l'école burkinabè a eu du mal à prendre véritablement son envol pour atteindre ses objectifs de la scolarisation de tous les enfants de 6 à 16 ans sans exclusive et aussi de veiller à sa qualité. Dans la réalité, l'éducation d'un pays relève d'un domaine de souveraineté nationale et peut se complaire à fonctionner avec des financements venus de l'extérieur, qui sont contraires à des politiques éducatives « supposées » prôner l'indépendance politique acquise souvent de hautes luttes des leaders d'antan.

Ainsi, les choix des politiques publiques en matière d'éducation au niveau du pays n'ont pas facilité les conditions de production des données. Ces conditions sont de divers ordres à savoir institutionnel par le manque d'importance donnée aux statistiques ; matériel par l'absence de local affecté aux archives et aussi du manque de matériel de collecte et de stockage des données ; de ressources humaines par le manque de personnel chargé de l'archivage et de la documentation, les acteurs en présence ne sont pas qualifiés mais sont des supplétifs de secrétariat ; et de la perception négative que la plupart du personnel a de la collecte des données éducatives comme un rôle de « seconde zone », donc négligé.

Les difficultés essentielles sont relatives à la faible collaboration avec l'Etat civil par le non disponibilisation des données démographiques ; à la non prise en compte des statistiques dans l'élaboration des politiques éducatives ; au dynamisme impuissant des directeurs d'écoles par la non transmission des statistiques dans les bons délais. De fait, l'école est résiliente au travers des initiatives de prise en charge des enfants en situation de handicap et aussi l'accélération de la scolarisation des filles et leur maintien à l'école, de même, la formation des enseignants à poursuivre leur travail en contexte d'insécurité ; inclusive car elle opère un large ratissage de façon à ne laisser personne pour compte, quelle que soit sa situation, pour réaliser l'école pour tous. En outre, la question des performances reste une préoccupation consciente sans toutefois pouvoir trouver des solutions pertinentes et adaptées à chaque contexte. La complexité des performances de l'école burkinabè demeure le nœud gordien de son système éducatif.



Afin d'être capable d'impulser une amélioration des conditions de production des données et pour contribuer à une meilleure production des données, le renforcement des capacités des structures productrices demeure un impératif. Elles doivent bénéficier d'une dotation en ressources matérielles et humaines adéquates. Dans la mesure où c'est l'homme qui demeure au centre de la production des données, il s'avère nécessaire de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine statistique par l'organisation de formations adéquates car, une bonne politique en faveur de l'éducation ne s'aurait s'opérer sans données fiables et pertinentes.

Les indicateurs produits, permettent d'apprécier le niveau des objectifs à atteindre sur une période donnée. D'où l'importance de la fiabilité des données statistiques. En d'autres termes, au Burkina Faso, la place qu'occupent les données dans le système éducatif est encore « empreinte d'un mépris sarcastique » et par conséquent beaucoup plus d'attention est indispensable aux fins de soutenir de façon efficace et efficiente les politiques publiques en matière d'éducation. L'un des rares gages d'une école burkinabè « épanouie ».

## Bibliographie

GAUTHIER Benoît,1992, « *la recherche action* ». Dans Recherche Sociale, 2<sup>e</sup> édition, in MAURICE Angers, *initiation pratique à la méthodologie des Sciences Sociales*, CASBAH Université, 381p

GRAWITZ Madeleine, 1986, *Méthodes des Sciences Sociales*, 7<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz, 1104p.

HEMA Aimé Désiré, 2019, Du rapport entre éducation pour tous(ept) et qualité de l'enseignement primaire au Burkina Faso, NAZARI, 30p.

HEMA Aimé Désiré,2022, Climat scolaire et qualité de l'enseignement primaire dans la commune de Banfora (Burkina Faso), DELLA/AFRIQUE, 19p.

OUEDRAOGO Marguerite,2019, *contribution de l'approche « safe school » à la promotion d'une école résiliente au Burkina Faso : cas de la région du Centre Nord*, 2IE, 48p

ROUAMBA-OUEDRAOGO Valérie, 2021, *Crise sécuritaire dans les pays du G5 Sahel. Comprendre pour agir*, édition l'Harmattan, Burkina Faso, 365p

SANOU Fernand, CABORE Idrissa Z, KOBIANE Jean-François, PILON Marc, SANOU Salimata, 2001, *Politiques éducatives et système éducatif actuel*, Ouagadougou, 115p

SORE Zakaria, 2014, logiques idéologiques et réformes scolaires : une approche socio-historique de l'évolution des politiques éducatives au Burkina Faso, 21p

SORE Zakaria, 2015, *Massification scolaire, rapport au savoir et qualité de l'enseignement primaire dans la commune rurale Rambo (province du Yatenga, Burkina Faso)*. Thèse unique de doctorat de Sociologie, Université de Ouagadougou, 351p

[www.unicef.org/fr](http://www.unicef.org/fr) consulté le 12/08/2023

<https://www.globalpartnership.org/fr/users/bsegueda> consulté le 12/08/2023

Bénéwendé Bonaventure Segueda, ADEA-TFEMPS, Dr. Redouane ASSAD, ADEA - TFEMPS, et Reem Derbala, Ministry of Higher Education- EGYPT Éducation en Afrique : pourquoi la collecte des données joue un rôle clé ?

<https://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-1-page-13.htm> consulté le 12/08/2023

Martin Jean- Yves, 1972, « La trajectoire éducative du Viêt-Nam depuis 1945 : logiques politiques et logiques sociales » 27p

<https://access.archive-ouverte.unige.ch/access/metadata/f24b9a4f-9552-48d9-ac42-62d83bdf2546/download> consulté le 12/08/2023

OUEDRAOGO Abdoulaye, 2007, les processus d'apprentissage chez des adultes en formation universitaire en Afrique de l'Ouest : quelques caractéristiques du rapport au savoir, Thèse de doctorat en Sciences de l'Éducation, Genève, Université de Genève. Faculté de psychologie et des Sciences de l'Éducation, 253p